



GRAAT On-Line issue #16 - February 2015

**Entre euroscepticisme et nationalisme :
le phénomène UKIP ou la recette gagnante du populisme**

Karine Tournier-Sol

Université de Toulon

À la différence des partis nationalistes, tels que le *Scottish National Party* (SNP) ou dans un autre registre le *British National Party* (BNP), on ne peut pas dire du *UK Independence Party* (UKIP) qu'il a instrumentalisé ou encore détourné la question européenne à des fins purement électorales ou pour gagner en crédibilité, pour la simple raison que le parti est né de l'euroscepticisme : le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) constitue la raison d'être du parti, ce pourquoi il a été fondé. Toutefois, depuis sa création il y a 21 ans, le discours et la plateforme électorale du parti ont graduellement évolué vers une forme de populisme eurosceptique ancré à la droite de l'échiquier politique. L'accent récent mis sur la dimension populiste du UKIP relève, lui, bel et bien d'une stratégie politique conçue pour attirer un plus grand nombre d'électeurs et à optimiser le potentiel électoral du parti. La percée du UKIP depuis 2010 montre que cette inflexion stratégique semble lui avoir réussi, même s'il ne faut pas négliger non plus le contexte favorable dont a bénéficié le parti face à un gouvernement de coalition entre Conservateurs et Libéraux Démocrates, qui lui a permis d'apparaître comme la seule alternative à droite.

Cet article se propose de décrypter le phénomène UKIP en examinant la façon dont l'articulation entre euroscepticisme et nationalisme dans le discours du parti a été retravaillée et intégrée dans une rhétorique populiste globale destinée à élargir son électorat. La première partie montrera que le UKIP est issu de la tradition eurosceptique et

analysera le lien entre euroscepticisme et nationalisme dans le discours du parti. La seconde partie sera consacrée au virage populiste, voire national populiste, entrepris par le UKIP. On observera enfin dans une troisième partie « l'effet UKIP », en termes de résultats électoraux, mais aussi en posant la question de l'impact du parti sur la vie politique britannique. On soulignera néanmoins les limites et les contradictions du phénomène UKIP, qui posent la question de l'avenir du parti au sein du système politique britannique.

Euroscepticisme et nationalisme

Le UKIP a été créé en 1993 par d'anciens membres de l'Anti-Federalist League (AFL), elle-même fondée deux ans plus tôt par Alan Sked, un universitaire britannique de la London School of Economics, en opposition au traité de Maastricht. Le parti est né sur la base d'un seul et unique enjeu : le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne – politique qui constitue donc la raison d'être du parti, le cœur de son identité. Parce que l'euroscepticisme est inscrit dans l'ADN du UKIP depuis sa création, on ne peut sur ce point ni le taxer d'opportunisme, ni l'accuser d'avoir instrumentalisé l'enjeu européen à des fins purement électoralistes. Le choix du nom du parti reflète d'ailleurs parfaitement son ambition première, sinon unique au départ. L'actuel leader du UKIP, Nigel Farage, raconte dans son autobiographie les débats qui avaient à l'époque conduit à retenir ce nom plutôt qu'un autre parmi les différentes possibilités envisagées : « 'UK Independence Party' was resolved upon quite simply because it succinctly declared our origin and our principal aim. Further resurgence and reform must wait until our own nation had won freedom from the EU¹ ».

Depuis sa formation, le parti s'inscrit clairement dans la tradition eurosceptique britannique. Son fondateur, Alan Sked, avait d'abord appartenu au groupe de Bruges créé en 1989 suite au célèbre discours de Margaret Thatcher prononcé un an auparavant et dont il tire son nom. Le discours de Bruges² est considéré comme le discours fondateur de l'euroscepticisme britannique et reste une référence pour tous les eurosceptiques, y compris le UKIP. Nigel Farage est d'ailleurs également membre du groupe de Bruges et se revendique régulièrement comme un héritier de la Dame de Fer en matière européenne. Au sein de la tradition eurosceptique, le parti se classe dans la catégorie des « eurosceptiques radicaux » telle que définie par Taggart et Szczerbiak³ qui distinguent euroscepticisme radical (*hard*) et euroscepticisme modéré (*soft*). Les radicaux rejettent le

principe même du projet européen et militent pour le retrait de leur pays de l'Union européenne, tandis que les modérés critiquent certains aspects de l'intégration européenne, mais ne la remettent pas fondamentalement en cause. De façon comparable, Kopecký et Mudde identifient le UKIP comme faisant partie des « Eurorejects [...] who subscribe neither to the ideas underlying the process of European integration nor to the European Union⁴ ».

Plus récemment, Vasilopoulou a proposé une typologie spécifique à la droite radicale européenne, distinguant trois modèles différents : l'eurosepticisme de rejet, l'eurosepticisme conditionnel et l'eurosepticisme de compromis⁵. Là encore, le UKIP incarne l'eurosepticisme de rejet selon lequel « il est nécessaire de gérer toutes les politiques uniquement au niveau national et de sortir de l'Union européenne à tout prix ». En outre, Vasilopoulou s'inspire d'une étude de Sørensen⁶ sur l'eurosepticisme de l'opinion publique qui différencie quatre catégories, parmi lesquelles le type souverainiste, particulièrement adapté à l'analyse de la position des partis de droite radicale à l'égard de l'intégration européenne. Le discours eurosceptique de ces derniers s'articule en effet autour de la défense de la souveraineté nationale et du rejet du supranationalisme. Le UKIP en est une parfaite illustration : c'est un parti nationaliste pour lequel seul un retrait de l'Union européenne peut permettre au Royaume-Uni de recouvrer sa souveraineté et sa capacité à se gouverner lui-même en tant que nation indépendante : « We want our country back⁷ ». Le UKIP nie aux institutions européennes toute légitimité démocratique à interférer dans les affaires britanniques et entend restaurer au parlement de Westminster le pouvoir qui lui a été confisqué par Bruxelles. Le parti considère d'ailleurs que le peuple britannique n'a jamais été consulté sur la réelle portée de l'intégration européenne, puisque la question soumise au référendum de 1975 se limitait à évoquer une participation au « Marché commun » : « The submission of the British people to undemocratic rule has never been democratically sanctioned⁸ ». L'idée est que le peuple britannique, à l'instar des autres États-membres de l'Union européenne, a été délibérément trompé dans ce qui s'apparente selon Nigel Farage à un véritable complot des Pères fondateurs de l'Europe – cette élite qu'il oppose au peuple que le UKIP prétend incarner : « This was always the plan. The will of the people and peoples of Europe was irrelevant to Robert Schuman, Jean Monnet, Paul-Henri Spaak and their brethren who first concocted the plan of a European superstate⁹ ».

Euroscepticisme et nationalisme s'articulent donc autour de la notion de souveraineté nationale dont Nigel Farage considère qu'elle a été « détruite » par le traité de Maastricht¹⁰. Wellings explique que la défense de la souveraineté nationale britannique est une caractéristique typique du nationalisme anglais, qui s'est construit sur une certaine forme de nostalgie de l'Empire britannique doublée d'une opposition à l'intégration européenne. Il démontre ainsi qu'euroscepticisme et nationalisme anglais ne font qu'un : « Euroscepticism is in all but name English nationalism »¹¹, renvoyant du même coup le UKIP au statut de parti nationaliste anglais auquel il s'est longtemps vu réduit et qui a été, de fait, le sien pendant la majeure partie de son histoire malgré ses efforts pour s'en départir. Désormais, le UKIP se targue d'être représenté dans les quatre nations constitutives du Royaume-Uni, puisqu'il a des élus locaux en Irlande du Nord et au pays de Galles, où il a également un eurodéputé. Pour la première fois, le UKIP est parvenu à obtenir une représentation en Ecosse avec l'élection de David Coburn en tant que député européen lors des dernières élections. Cependant, force est de constater que c'est en Angleterre que le parti concentre la majorité de ses élus et de ses sympathisants.

À cette image de parti nationaliste anglais s'est longtemps ajoutée celle, tout aussi avérée, d'un parti à enjeu unique (*single-issue party*), d'un groupe de pression tout entier tourné vers un seul objectif : la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne. En effet, l'euroscepticisme fondateur du parti a longtemps constitué sa seule véritable politique, ce qui s'est révélé un facteur à double tranchant, qui a été bénéfique dans un premier temps, puisqu'en termes électoraux, ce positionnement a rapidement porté ses fruits. Ainsi, suite à l'introduction de la proportionnelle aux élections européennes de 1999, le UKIP s'est vu représenté au Parlement européen, d'abord avec trois eurodéputés, parmi lesquels Nigel Farage, avant d'effectuer une percée significative en 2004 lorsque le parti est parvenu à faire élire 12 de ses candidats, performance confirmée et confortée aux européennes de 2009 avec 13 eurodéputés. Notons qu'il y a là une contradiction évidente, le paradoxe d'une représentation au sein d'une institution à laquelle le UKIP nie toute légitimité. Au départ, lorsque le parti est né en 1993, sous le leadership de son fondateur Alan Sked, la position du UKIP était de boycotter tout siège qu'il serait amené à remporter lors des élections au Parlement européen. Toutefois, après le départ de Sked en 1997, le parti est revenu sur cette décision et a entrepris d'utiliser cette représentation pour informer les Britanniques du fonctionnement de l'Union européenne, plus

particulièrement pour mettre en lumière le supposé gâchis et la prétendue corruption qui y règneraient, ainsi que pour dénoncer l'érosion de la souveraineté britannique. Sur ce point, on peut donc parler d'une instrumentalisation de la part du UKIP, qui se sert de sa représentation au Parlement européen pour mieux la condamner, nonobstant le caractère fondamentalement contradictoire d'une telle situation. Cette forme d'opportunisme politique s'explique avant tout par les revenus importants que sa présence à Strasbourg lui apporte, des fonds qui ont longtemps été la source de sa survie en tant que formation politique.

Cependant, l'étiquette de parti à enjeu unique s'est aussi bientôt avérée constituer un obstacle à l'ascension du parti dont le succès électoral se limitait au scrutin européen tous les quatre ans. S'il voulait exister de façon permanente sur la scène électorale britannique et plus seulement européenne, le parti devait se transformer, d'autant plus que l'Europe n'est traditionnellement pas une préoccupation majeure de l'électorat britannique lors des scrutins nationaux, à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays de l'Union européenne, du reste. Dans les années 2000, sous l'impulsion de son leader Roger Knapman - un ancien député conservateur ayant choisi de rallier le UKIP en 1997 -, le parti a donc entrepris d'élargir sa plateforme électorale en développant un ensemble de politiques marquées à droite¹². Ensuite, dans un souci de se différencier du Parti conservateur cette fois, le UKIP a choisi de mettre davantage l'accent sur sa dimension populiste, dans le cadre d'une nouvelle stratégie de conquête électorale.

Vers un national populisme ?

Tout d'abord, il est important de souligner que la composante populiste du parti n'est pas nouvelle, et fait partie intégrante du UKIP depuis sa création. Ainsi, lorsque l'AFL donne naissance au UKIP en 1993, l'objectif est explicitement de « prendre le nom et la forme d'un parti populiste¹³ ». Notons qu'il est assez inhabituel pour un parti de se revendiquer comme populiste ; cette étiquette, souvent perçue comme péjorative, est en général accolée à un parti par les analystes politiques ou par ses adversaires¹⁴. Quoi qu'il en soit, bien que présente depuis le début, la dimension populiste du UKIP a été véritablement exploitée ces dernières années par son leader actuel, Nigel Farage, dans le but d'élargir la base électorale du parti. Cette stratégie devait permettre au UKIP de se

détacher de l'image de « vétérans » (*Dad's Army*) du Parti conservateur qui lui était fréquemment associée, limitant son potentiel électoral.

Le populisme est traditionnellement considéré comme difficile à conceptualiser, tant les formes qu'il peut revêtir sont variées. Le principal dénominateur commun des partis populistes est d'opposer le peuple aux élites, perçus comme deux groupes homogènes et antagonistes¹⁵. Le discours populiste se caractérise par un appel au peuple, « inévitablement un peuple mythique, idéal ou imaginaire¹⁶ » que Taggart désigne aussi sous le terme de « heartland¹⁷ ». La rhétorique populiste est récurrente dans le discours du UKIP pour qui « a gulf has opened between the ruling elite and the public¹⁸ ». Le nouveau slogan du parti le présente comme « l'Armée du Peuple » (*the People's Army*), invitant les électeurs à l'aider à « balayer l'establishment qui nous a tellement déçus dans ce pays¹⁹ ». Le UKIP peut aussi se définir comme un parti anti-establishment²⁰, un parti antipartis ou antisystème. Il rejette en bloc la classe politique tant nationale qu'européenne, les « bureaucrates non élus » de Bruxelles étant une des cibles favorites de sa rhétorique eurosceptique. Le UKIP se veut l'incarnation du peuple face aux élites, représentées au niveau national par les trois grands partis de gouvernement, qui sont présentés comme interchangeables, ainsi que le résume l'expression « LibLabCon », qui revient sans cesse dans le discours du UKIP. Nigel Farage répète souvent : « You can't put a cigarette paper between [the three main parties] on policy²¹ », which « frankly look the same, sound the same and don't offer any real policy differences²² ». Face à ces professionnels de la politique totalement déconnectés du peuple (« They all go to the same schools, the same Oxbridge Colleges. None of them [has] ever had a job in the real world²³ »), le UKIP se revendique comme un parti d'amateurs, à même de refléter le peuple britannique avec qui il partage notamment un langage commun. Le langage est essentiel dans le discours populiste qui se caractérise par sa simplicité, son efficacité, un appel au « bon sens » les politiques prônées par le UKIP sont présentées comme des « Common Sense Policies²⁴ », ou plus récemment encore des « politiques pour le peuple²⁵ » (*Policies for People*), témoignant de l'accent grandissant mis par le parti sur sa dimension populiste. Le discours du UKIP est ainsi censé contraster avec celui, présenté comme nébuleux et éluif, des élites dirigeantes qui se dérobent devant les « vrais problèmes des vrais gens », l'immigration en étant un parfait exemple.

En effet, c'est désormais de l'immigration que le parti a choisi de faire son principal cheval de bataille, question prioritaire pour l'électorat, que le parti a habilement reliée à l'enjeu européen en attribuant à l'Union européenne la responsabilité de l'immigration croissante. Ainsi le parti veut-il « reprendre le contrôle de ses frontières et de son immigration, ce que seule une sortie de l'UE peut rendre possible²⁶ ». Le programme du parti pour les législatives de 2010 promettait un gel total de l'immigration sur cinq ans, une position qui a été récemment revue pour défendre dorénavant une immigration limitée et contrôlée. Le UKIP rejette le multiculturalisme auquel il préfère l'uniculturalisme et prône un nationalisme civique et non ethnique²⁷. En effet, le parti se défend de tout racisme et entend se démarquer nettement du BNP. Rappelons que le UKIP a été infiltré par l'extrême droite par le passé et, depuis lors, n'a de cesse de se défaire de toute accusation de racisme, ce que les dérapages récurrents de certains de ses responsables politiques rendent parfois difficile. D'ailleurs, les statuts du parti interdisent l'adhésion aux anciens membres du BNP. De fait, le UKIP ne partage pas le même héritage fasciste que le BNP, puisqu'il est issu d'une tradition eurosceptique plus respectable, ce qui lui a souvent valu le surnom de « BNP in blazers ».

Ainsi peut-on parler de l'évolution du UKIP vers une forme de national populisme, pour reprendre Taguieff²⁸, sachant que comme le dit Réynié, « le populisme est un nationalisme », parce que « le peuple est national²⁹ ». Reynié revisite le nouveau populisme et propose le concept de « populisme patrimonial » qui défend à la fois le patrimoine matériel et culturel d'un peuple, d'une nation, menacé par l'Europe, l'immigration et le multiculturalisme qu'elle engendre. Le potentiel électoral de ce populisme patrimonial est d'autant plus large qu'il conjugue deux types de craintes, l'une matérielle et l'autre identitaire. Cette nouvelle offre politique permet de transcender les clivages traditionnels entre les classes sociales et entre les partis politiques classiques. On comprend dès lors pourquoi le UKIP n'est pas seulement une menace pour le Parti conservateur, même si ce dernier est aujourd'hui la principale victime de son succès. Le Parti travailliste est également vulnérable, puisque le positionnement populiste du UKIP lui permet d'attirer les laissés-pour-compte de la mondialisation, tant économiquement que culturellement. Ce constat est vérifié par les travaux de Ford et Goodwin qui montrent que la classe ouvrière représente une part grandissante de l'électorat UKIP, ce qui confirme la menace sur le Parti travailliste³⁰. Le UKIP en est pleinement conscient et cible

désormais ouvertement l'électorat travailliste : « We are now parking our tanks on the Labour party's lawn³¹ ». Le parti a d'ailleurs introduit dernièrement dans son programme des mesures conçues pour attirer les électeurs ouvriers "blancs" déçus du travaillisme, parmi lesquelles la suppression de l'impôt sur le revenu pour les travailleurs au salaire minimum. En outre, sur le site internet du UKIP, le slogan a été récemment modifié pour intégrer la notion de justice et d'équité, jusqu'alors plutôt absente du discours du parti : « For a Britain Independent, Free and Fair ». Ce changement s'inscrit clairement dans la stratégie populiste d'un parti de plus en plus « attrape-tout » (*catch-all party*).

Le UKIP a donc engagé une inflexion stratégique et mis l'accent sur sa dimension populiste sous l'impulsion de Nigel Farage, leader populiste par excellence. Ce glissement a induit une refonte du discours du UKIP qui a été retravaillé dans cette nouvelle optique. Le populisme eurosceptique du UKIP est de fait aujourd'hui axé sur trois grands thèmes : la lutte contre l'immigration, la sortie de l'Union européenne et le rejet de l'élite dirigeante. Différentes études montrent que ce sont exactement ces trois thèmes qui attirent les électeurs vers le parti : une enquête de YouGov³² sur les motivations des électeurs se disant prêts à voter UKIP aux législatives de 2015 révèle que le premier facteur est l'immigration (citée par 76% des personnes interrogées), suivi de la politique de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (59%), tandis que le troisième facteur clé dans le vote UKIP est la désaffection des électeurs à l'égard des partis politiques majoritaires (47%). Cette enquête tend à démontrer que la stratégie populiste embrassée par le UKIP est sans doute l'une des principales clés de sa récente percée, qu'il convient maintenant d'analyser. Dans quelle mesure peut-on parler d'effet UKIP et quelles en sont les limites ?

L'effet UKIP : succès et limites

On assiste depuis 2010 à une montée progressive du UKIP, qui est d'abord visible dans les sondages d'opinion, puisque entre 2010 et 2012 les intentions de vote en faveur du parti ont doublé pour atteindre 8%, avant de dépasser la barre des 10% au 1^{er} trimestre 2013 et de culminer à 17% au moment des élections locales de mai 2013³³. Notons que depuis le dernier trimestre de 2013, le UKIP devance systématiquement les Libéraux Démocrates dans les intentions de vote. Cette ascension ne se limite pas aux sondages, et s'est également traduite dans les urnes : le tournant pour le parti se situe entre novembre 2012 et février 2013, lors d'une série de trois élections législatives partielles au cours

desquelles le UKIP a obtenu jusqu'à 27,8% des suffrages, reléguant les Conservateurs en troisième position. La dynamique est alors en marche, et se concrétise dans un premier temps à l'occasion des élections locales de mai 2013 lorsque le parti remporte 23% des voix, faisant passer sa représentation de 8 à 147 conseillers municipaux. Cependant le véritable séisme politique se produit un an plus tard, lorsque le UKIP obtient une victoire historique aux élections européennes de 2014 et se place en première position avec 27,5% des suffrages et 24 sièges au Parlement européen. Lors des élections locales, qui ont lieu le même jour, le parti gagne encore 161 sièges de conseillers municipaux.

La classe politique traditionnelle – et tout particulièrement les Conservateurs – veut alors croire que la vague UKIP est passée et que la perspective des élections législatives qui s'annonce va se traduire par un recul du parti dans les sondages d'opinion, comme par le passé. L'entrée du UKIP à Westminster est alors encore perçue comme très improbable dans le cadre du scrutin uninominal à un tour qui agit comme un frein institutionnel à la représentation des petits partis. Toutefois la dynamique ne semble pas s'essouffler, preuve de la réalité du phénomène UKIP, d'autant qu'elle est habilement alimentée par le parti lui-même qui annonce successivement deux défections de députés conservateurs en sa faveur : la première est révélée la veille du congrès annuel du Parti conservateur, tandis que la seconde est dévoilée lors du congrès du UKIP. Les deux députés choisissent de démissionner, déclenchant ainsi une élection partielle. Telle une réplique du séisme politique des Européennes, le 9 octobre le UKIP écrit une nouvelle page de son histoire en faisant élire son premier député à la Chambre des communes, Douglas Carswell, avec un score de 60% des voix. Ce succès est amplifié par la performance inattendue du parti lors d'une autre partielle qui se tient le même jour dans un bastion travailliste et à l'issue de laquelle le UKIP talonne les travaillistes de seulement 600 voix. Le parti fait donc son entrée à Westminster, ce qui était encore inimaginable il y a peu.

Comment expliquer ce qui s'apparente indéniablement à un véritable phénomène UKIP ? Le premier facteur à prendre en compte est sans aucun doute le contexte favorable dont a bénéficié le UKIP depuis 2010. D'une part, le gouvernement de coalition entre Conservateurs et Libéraux Démocrates a entraîné un repositionnement du Parti conservateur au centre-droit, libérant un espace politique à droite que le UKIP a su exploiter, d'autant plus librement que dans le même temps on a assisté à l'effondrement du BNP³⁴. D'autre part, l'accession au pouvoir des Libéraux Démocrates a permis au UKIP

de se présenter comme la seule alternative aux partis de gouvernement, rôle auquel le parti de Nick Clegg ne pouvait désormais plus prétendre.

Le second facteur de la montée du UKIP réside dans la façon dont le parti, sous l'impulsion de Nigel Farage, a su tirer parti de ce contexte politique favorable en développant une stratégie populiste dans le but d'accroître son potentiel électoral. Le populisme eurosceptique du UKIP est ainsi aujourd'hui la principale clé de son succès électoral. Si la montée du UKIP est en adéquation avec la montée du populisme à travers l'Europe, elle n'en est pas moins inédite au Royaume-Uni. Au contraire des autres pays de l'Union européenne, aucun parti de la droite radicale populiste n'avait encore réussi à percer au Royaume-Uni. Jusque là, le « populisme à l'anglaise » s'incarnait plutôt dans les grands partis de gouvernement, qu'ils soient conservateur, sous Margaret Thatcher par exemple, ou travailliste, sous Tony Blair. La percée du UKIP témoigne donc également d'un renouveau du populisme britannique. Si le UKIP a réussi là où le *National Front* ou le BNP avait échoué, c'est notamment parce qu'il n'est pas handicapé par le poids d'un héritage idéologique fasciste. D'où les efforts constants du parti pour marquer sa différence avec le BNP et l'empreinte toxique qui lui est associée.

L'effet UKIP ne se limite cependant pas à ses succès électoraux, et se mesure aussi à l'impact qu'il peut avoir sur la vie politique britannique en général, et sur les autres partis en particulier. Depuis 2010, force est de constater que les idées du UKIP ont sensiblement influencé le débat politique. Le référendum sur l'Europe promis par David Cameron en est le parfait exemple, et peut se lire comme une contre-attaque face à la menace incontestable que le UKIP fait peser sur le Parti conservateur. Le leader conservateur subit la pression constante de ses députés qui craignent que le UKIP ne leur prenne des voix aux élections législatives de 2015, leur faisant perdre des sièges, voire leur coûtant la victoire. Au vu des succès électoraux du UKIP obtenus depuis la promesse de référendum de David Cameron, il semble que cette stratégie n'ait pas porté ses fruits. On peut même considérer qu'elle n'a fait que valider le combat que mène le UKIP depuis sa création et que nombre de commentateurs et d'acteurs politiques jugeaient encore risible il y a peu.

Plus récemment, suite à l'élection du premier député UKIP (anciennement conservateur) au Parlement britannique, on a assisté à une véritable surenchère de la part de David Cameron sur la question de l'Europe et de l'immigration – préoccupation majeure des Britanniques en général et des électeurs UKIP en particulier. Le Premier

Ministre conservateur a ainsi annoncé qu'il entendait remettre en question l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne, à savoir la libre circulation des personnes, dans le but de limiter le nombre de migrants en provenance des autres États-membres. David Cameron espère endiguer de cette façon l'hémorragie de ses électeurs en direction du UKIP à quelques mois des élections législatives. En l'occurrence, les Conservateurs ne sont pas les seuls à avoir modifié leurs politiques pour contrer la menace UKIP. Le Parti travailliste a également durci sa position en matière d'immigration, prenant acte de sa propre vulnérabilité à l'ascension du parti de Nigel Farage. Les Libéraux Démocrates, quant à eux, ont perdu leur statut d'alternative aux deux grands partis au profit du UKIP qui les devance systématiquement dans les intentions de vote. Ils courent désormais le risque de se voir remplacés par le parti de Nigel Farage lors des prochaines élections en tant que troisième force politique du pays.

Toutefois, s'il existe indéniablement un phénomène UKIP, il convient également d'en souligner les limites. Tout d'abord, les succès électoraux du UKIP se sont pour l'instant cantonnés à des élections partielles, locales ou européennes ; des élections dites de « second ordre³⁵ », qui sont traditionnellement l'occasion pour les électeurs de manifester leur mécontentement à l'égard du gouvernement en place. Dès lors, la question qui se pose est de savoir si le vote UKIP n'est qu'un vote de protestation. On remarque d'ailleurs que le UKIP a remplacé les Libéraux Démocrates dans ce rôle, que leur place au gouvernement ne leur permet plus d'exercer. Nigel Farage ne cesse de répéter que le vote UKIP est un véritable vote d'adhésion, et non un simple vote de rejet des partis de gouvernement, ce qui peut paraître contradictoire dans la mesure où, de par son positionnement populiste et fondamentalement anti-establishment, son parti se nourrit précisément de ce rejet de la classe politique traditionnelle. En outre, malgré le résultat historique obtenu par le UKIP aux dernières élections européennes, remporter des sièges à Westminster aux législatives de 2015 reste difficile pour le UKIP dans le cadre du scrutin uninominal à un tour. Les élections législatives sont des élections de premier ordre, dans lesquelles les enjeux sont à la fois différents et plus importants aux yeux des électeurs, et lors desquelles le taux de participation est plus élevé. Cependant, la situation est vraisemblablement en train de changer pour le UKIP. Dans sa stratégie de conquête électorale, Farage a délibérément mis l'accent sur l'implantation locale du parti, dans le but de bâtir des bastions électoraux seuls à même de permettre une représentation à la Chambre des communes. Plusieurs enquêtes

montrent que le parti a de grandes chances de remporter des sièges en 2015 ; la question est désormais de savoir combien. L'élection du premier député UKIP à quelques mois du scrutin est sans nul doute un atout pour le parti dont elle vient renforcer la crédibilité et la légitimité, et donc aussi les perspectives pour 2015.

Enfin, le phénomène UKIP est aussi limité par la nature même du parti, construit sur un modèle militant-amateur. Rappelons que le parti a fait de l'amateurisme une véritable marque de fabrique. Sa récente percée le place à un moment charnière de son développement. Si l'évolution du parti vers un modèle électoral-professionnel est officiellement en marche, elle est une source potentielle de tensions, puisqu'elle se heurte à son identité en tant que parti populiste qui se définit par son amateurisme censé incarner le peuple face aux élites dirigeantes³⁶. C'est pour cette raison que Nigel Farage s'efforce de maintenir l'équilibre entre deux aspirations contradictoires, deux nécessités divergentes : celle d'introduire une discipline au sein du parti dans son processus de professionnalisation d'un côté, et celle de préserver l'identité populiste qui fait le succès du UKIP de l'autre. L'un des risques pour le parti est évidemment de perdre la seconde au bénéfice de la première, et donc l'électorat qui s'y rattache. L'autre risque, qui découle du précédent, est précisément de devenir ce qu'il dénonce – en d'autres termes un représentant de l'establishment politique. Tel est le dilemme auquel le UKIP devra faire face dans sa stratégie de conquête électorale.

Conclusion

C'est donc dans la dimension souverainiste du parti que s'articulent son euroscepticisme fondateur et son nationalisme. Si on ne peut pas dire du UKIP qu'il a instrumentalisé l'enjeu européen à proprement parler, puisque celui-ci constitue son essence même, on peut néanmoins constater qu'il a retravaillé et réintégré son discours initial dans une rhétorique populiste globale destinée à dépasser les clivages partisans et à ratisser large. Cette stratégie politique procède d'une volonté de conquête électorale dans laquelle Nigel Farage a joué un rôle majeur, et qui a transformé le UKIP en un parti attrape-tout.

L'inflexion populiste apparaît donc clairement comme la principale clé de la percée du UKIP depuis 2010. Toutefois, les succès électoraux qui se sont enchaînés depuis 2013 placent le parti à un tournant de son histoire, en l'obligeant à parachever sa conversion au

modèle électoral professionnel – une transformation nécessaire qui constitue néanmoins une source de tension potentielle pour le UKIP, qui pourrait finalement être victime de son succès. Tel est le paradoxe classique auquel se trouvent confrontés les partis populistes dans leur évolution. Le populisme contient en soi sa propre contradiction et les germes de sa propre extinction³⁷. C'est pourquoi les mouvements populistes sont par nature éphémères : sur la voie de la professionnalisation et, à terme, de l'exercice du pouvoir, ils sont appelés à se transformer et à se normaliser, et donc à cesser d'être populistes. Cette contradiction est parfaitement illustrée par l'ambition affichée de Nigel Farage de faire du UKIP un parti *mainstream*, un objectif paradoxal pour un parti qui se définit par son rejet des partis politiques traditionnels. Le parti deviendrait ainsi précisément ce qu'il condamne et perdrait son identité populiste.

L'entrée récente du UKIP à Westminster constitue une étape décisive dans ce processus de normalisation. Nigel Farage ne cache plus ses ambitions gouvernementales, ouvrant la porte à une coalition avec les Conservateurs à l'issue des prochaines élections que David Cameron n'a pour la première fois pas écartée, ce qui est un signe supplémentaire de l'effet UKIP et de son potentiel dévastateur sur le Parti conservateur en particulier et sur la classe politique traditionnelle en général. La question se pose désormais de savoir si « l'Armée du Peuple » approuverait une telle alliance avec l'establishment politique qu'elle condamne vigoureusement dans son discours populiste.

Notes

¹ Farage, Nigel. *Flying Free*, London: Biteback Publishing, 2011, p. 79.

² Thatcher, Margaret, "Speech to the College of Europe", 20 September 1988. Disponible en ligne : <http://www.margaretthatcher.org/document/107332>

³ Taggart, Paul, Szczerbiak, Aleks. "Contemporary Euroscepticism in the party systems of the EU candidate states of Central and Eastern Europe", *European Journal of Political Research*, 2004, 43:1, p. 3.

⁴ Kopecký, Petr, Mudde, Cas. "The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe", *European Union Politics*, 2002, 3:3, p. 302.

⁵ Vasilopoulou, Sofia. "European Integration and the Radical Right: Three Patterns of Opposition", *Government and Opposition*, 2011, 46:2, p. 224.

⁶ Sørensen, Catharina. "Love Me, Love Me Not: A Typology of Public Euroscepticism", 2008, *Sussex European Institute Working Paper 101*, Brighton.

⁷ UKIP. "Create an Earthquake", *European Election Manifesto*, 2014.

⁸ Farage, Nigel. *Op. cit.*, 2011, p. 59.

⁹ *Loc. cit.*

¹⁰ Farage, Nigel. *Op. cit.*, 2011, p. 70.

-
- ¹¹ Wellings, Ben. "Losing the peace: Euroscepticism and the foundations of contemporary English nationalism", *Nations and Nationalism*, 2010, 16:3, p. 503.
- ¹² Tournier-Sol, Karine. "Reworking the Eurosceptic and Conservative Traditions into a Populist Narrative: UKIP's Winning Formula?", *Journal of Common Market Studies*, 2015, 53:1, pp. 140-156.
- ¹³ Mark, Daniel. *Cranks and Gadflies: the Story of UKIP*, London: TimeWell Press, 2005, p. 16.
- Farage, Nigel. *Op. cit.*, 2011, p. 78.
- ¹⁴ Albertazzi, Daniele, McDonnell, Duncan. *Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2008, p. 3.
- ¹⁵ Mudde, Cas. "The Populist Zeitgeist", *Government and Opposition*, 2004, 39:4, p. 543.
- ¹⁶ Reynié, Dominique. *Les nouveaux populismes*, Paris : Pluriel, 2013, p. 25.
- ¹⁷ Taggart, Paul. *Populism*, Buckingham: Open University Press, 2000, p. 3.
- ¹⁸ UKIP, "What we stand for", 28 November 2011, site internet du UKIP consulté en novembre 2013.
- ¹⁹ Farage, Nigel. Discours au congrès annuel du parti, 26 septembre 2014.
- ²⁰ Abedi, Amir. *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, London: Routledge, 2004.
- ²¹ *BBC News*, 3 mars 2013.
- ²² *The Guardian*, 1 mars 2013.
- ²³ Farage, Nigel. Discours au congrès de printemps du parti, 23 mars 2013. Disponible en ligne : <https://ukip.org/newsroom/blog/entry/nigel-farage-delivers-his-keynote-address-in-exeter>
- ²⁴ UKIP. "Empowering the People", *General Election Manifesto*, 2010.
- ²⁵ *Policies for People*, site internet du UKIP consulté le 12 octobre 2014.
- ²⁶ UKIP. "Create an Earthquake", *European Election Manifesto*, 2014.
- ²⁷ UKIP. "Empowering the People", *General Election Manifesto*, 2010.
- ²⁸ Taguieff, Pierre-André. *L'illusion populiste : Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris : Flammarion, 2007.
- ²⁹ Reynié, Dominique. *Op.cit.*, p. 181.
- ³⁰ Ford, Robert, Goodwin, Matthew. *Revolt on the Right: Explaining support for the radical right in Britain*, Oxon: Routledge, 2014.
- ³¹ Farage, Nigel. Discours au congrès annuel du parti, 26 septembre 2014.
- ³² Jordan, William. "Immigration and Europe key to UKIP success", *YouGov*, 3 May 2013.
- ³³ Afin d'être en mesure d'établir des comparaisons fiables et significatives dans le temps, le choix a été fait de s'en tenir aux enquêtes sur les intentions de vote établies par un seul institut de sondage, à savoir YouGov.
- ³⁴ Voir l'article sur le BNP dans ce numéro.
- ³⁵ Reif, Karlheinz, Schmitt, Hermann. "Nine Second-Order National Elections: a Conceptual Framework for the Analysis of European Election Results", *European Journal of Political Research*, 1980, 8, pp. 3-44.
- ³⁶ Tournier-Sol, Karine. "Will Farage's respectability drive destroy UKIP?", 27 février 2014, Policy Network Observatory. Disponible en ligne : http://www.policy-network.net/pno_detail.aspx?ID=4587&title=Will-Farages-respectability-drive-destroy-UKIP
- ³⁷ Taggart, Paul. *Populism*, Buckingham: Open University Press, 2000, p. 99.